



Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



GTMGENER
bead9a9c-8630-4375-be9f-7ca400d2e6cd

SPF Finances
Exp. : Avenue du Prince de Liège 133 bte 412 - 5100 Namur

2025-2311

Madame, Monsieur,

Ci-joint, vous trouverez un document qui vous est destiné.
Vous pourrez également le consulter dans **Myminfin**, sous « Mes documents ».

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le SPF Finances



Gérez votre dossier sur
MYMINFIN.BE

Retrouvez des informations sur
FIN.BELGIUM.BE



Une question ?
Appelez-nous au **02 572 57 57**

WWW.FIN.BELGIUM.BE

DOCUMENTATION PATRIMONIALE • SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL FINANCES





Service Public
Fédéral
FINANCES

DOCUMENTATION
PATRIMONIALE



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Exp. : Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES

DUPONT Sylvie

Avenue Louise 251
1050 Bruxelles

Votre courrier du 14/07/2025	Votre référence :	Notre référence : 2025/2311 - VM	Annexe(s) : 0
---------------------------------	-------------------	-------------------------------------	------------------

Bruxelles, le 31/07/2025

TITRE DE PROPRIETE

Le soussigné, MALOTEAU Vincent, Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2 (compétent pour les communes d'ANDERLECHT, FOREST, SAINT-GILLES, UCCLE et WATERMAEL-BOITSFORT), certifie qu'au vu des documents dont il dispose à ce jour,

que le bien suivant :

Nature	Jardin (02a25ca)
Division cadastrale	21652 WATERMAEL-BOITSFORT 2 DIV
Situation	AV DE LA FAUCONNERIE
N° parcelle	Section E 126 E P0000

appartient à :



Bureau Sécurité Juridique Bruxelles 2
Avenue Prince de Liège 133 B 412, 5100 JAMBES
• Tél. : +32 (0)257 257 57
• E-mail : rzsj.bureau.bruxelles2@minfin.fed.be



Consultez votre dossier en ligne sur
www.myminf.be



Titre :

Acquisition du bien, par acte du notaire BOELAERT Mark à, le 11/10/2024 (49-T-15/10/2024-11566).

(Vendeur : Firme Ch. Jamar et fils srl et PREMIEUM ALLIANCE sa)

MALOTEAU Vincent

Expert Financier

Coût : 20,00 € payés par virement sous la référence : 2025/2311

Les renseignements vous sont délivrés sur base des actes, déclarations, attestations et documents tels qu'ils sont connus et repris à ce jour dans les fichiers de l'Administration. La responsabilité du comptable de l'Etat ne peut être engagée si ces renseignements tels qu'ils sont connus ont été fidèlement reproduits.]